Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest
Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

120-1 | 2013
Varia

Soldats de la loi. La gendarmerie au XXe siècle (Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2010)

Pierre Karila-Cohen

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/abpo/2594
DOI : 10.4000/abpo.2594
ISBN : 978-2-7535-2782-9
ISSN : 2108-6443

Éditeur
Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée
Date de publication : 30 mars 2013
Pagination : 196-198
ISBN : 978-2-7535-2780-5
ISSN : 0399-0826

Référence électronique
Pierre Karila-Cohen, « Soldats de la loi. La gendarmerie au XXe siècle (Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2010) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-1 | 2013, mis en ligne le 30 mars 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/abpo/2594

© Presses universitaires de Rennes

et leurs relations qui en accroissent la gravité, on ne s'étonne pas que les Vendéens, lors de la Virée de Galerne, rencontrent un écho favorable et soient suivis par de nombreux partisans.

Le livre dépasse donc largement le titre très modeste, « aspects de la première chouannerie » et l'on peut se féliciter de l'effort de publication entrepris par la maison Siloë, même si l'on peut regretter un travail d'édition un peu *a minima*. Le texte très clair dégage nettement les problèmes et les conclusions, tableaux et cartes apportent au lecteur les éléments nécessaires. Des exemples nombreux apportent couleur et nuance dans un texte qui pourrait sans cela devenir trop abstrait, l'individu demeure présent. Enfin, quelques annexes viennent parfaire la démonstration. Les travaux postérieurs de l'auteur signalés à la fin auraient pu trouver place, au moins partiellement, dans le volume, ils auraient fourni d'intéressantes études de cas. Au total, cette publication apporte beaucoup. Si l'explication sociale et économique bien argumentée néglige le politique approfondi par les études postérieures, elle n'en demeure pas moins fondamentale et les listes ainsi que l'essai de sociologie de la chouannerie offrent à l'historien un matériau du plus grand intérêt.

Daniel Pichot

Luc, Jean-Noël (dir.), *Soldats de la loi. La gendarmerie au xxe siècle*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2010, 534 p.

Depuis une quinzaine d'années, l'histoire de la gendarmerie est devenue l'un des chantiers les plus actifs en histoire contemporaine. Colloques, journées d'études, séminaires, thèses, publications diverses contribuent à attirer l'attention des chercheurs tout à la fois sur la place de l'institution dans l'État, sur ses missions si diverses et peut-être surtout sur les hommes qui la composent. Cette vitalité s'inscrit plus largement dans ce que l'on pourrait appeler, avec quelque provocation, le « tournant policier » de l'historiographie française engagé à la fin des années 1990 et qui ne connaît plus, depuis, de pauses : alors que la police – en un sens large qui peut comprendre aussi la gendarmerie – a longtemps été considérée par les universitaires comme un objet sale, suscitant au mieux l'indifférence, un nombre de plus en plus important de chercheurs ont cessé d'y voir uniquement un outil impersonnel et invariable de la répression pour l'analyser comme partie prenante des sociétés dans lesquelles elles agissaient. Dès lors s'est développée une histoire politique, sociale, culturelle de la police, de ses pratiques et des relations des policiers avec les Français.

Dans le cas de la gendarmerie, c'est autour de Jean-Noël Luc, professeur à la Sorbonne, véritable défricheur de cette histoire, que sont conçues et réalisées les publications les plus innovantes. *Soldats de la loi* s'inscrit donc dans la suite de nombreuses publications du directeur d'ouvrage et de ses élèves. Pendant, pour le xxe siècle, de *Gendarmerie, État et société au xixe siècle*, actes du premier colloque universitaire sur la gendarmerie, organisé à la Sorbonne en 1999 et publié dès 2000, cet ouvrage reprend certaines des communications d'un autre colloque de la Sorbonne sur la gendarmerie au xxe siècle et y adjoint des interventions au séminaire du professeur Luc. Il faut le lire comme un bilan d'étape des travaux réalisés en une décennie, mais peut-être davantage encore comme une incitation à mener de nouvelles recherches. La présence de nombreux jeunes chercheurs dans cet ouvrage collectif constitue à cet égard une promesse pour l'avenir : au moment de la publication, 17 des 30 auteurs étaient titulaires d'une maîtrise ou d'un master,

doctorants ou docteurs depuis moins de trois ans, proportion suffisamment rare pour être soulignée.

À l'exception d'une cinquième partie thématique – « Une force publique polyvalente » – le livre est organisé de manière chronologique de la transition du XIXe au XXe siècle, comprenant la Première Guerre Mondiale, dans une première partie, aux mutations les plus contemporaines dans une sixième partie : la nécessaire modernisation du système de communication, la féminisation du corps et son adaptation plus ou moins heurtée à la « seconde révolution française » observée par Henri Mendras dans les années 1960, 1970 et 1980 font alors basculer les gendarmes dans une nouvelle ère et de nouvelles problématiques. Entre ces deux moments, la gendarmerie est saisie au cours de deux grands chocs du XXe siècle, la Seconde guerre mondiale dans une troisième partie, la décolonisation dans une quatrième, alors que les évolutions plus lentes mais non moins significatives de l'entre-deux-guerres font l'objet de la deuxième partie. Le lecteur dispose donc d'un panorama complet de l'arme au XXe siècle introduit par une excellente mise au point sur « Les gendarmes de la Belle Époque à la croisée des chemins » (Arnaud-Dominique Houte et Aurélien Lignereux) et conclu par « Quelques réflexions sur la gendarmerie du début du XXIe siècle », elles aussi passionnantes, sous la plume de François Dieu, sociologue et autre initiateur, dans sa discipline, d'études sur la gendarmerie.

On mesure à lire ces deux moments importants du livre à quel point des questions de longue durée structurent l'histoire de l'arme, en premier lieu la nature mixte d'un corps militaire aux fonctions policières, qui faisait déjà question au XIXe siècle. L'hypothèse d'une éventuelle démilitarisation de la gendarmerie est ainsi régulièrement soulevée au cours du siècle, dans des contextes et selon des objectifs très divers : elle est dès lors abordée par plusieurs auteurs de l'ouvrage et reste à l'ordre du jour. La complexité du problème est démontrée par la coexistence même des différentes contributions : à côté de la figure familière du gendarme qui verbalise les excès de vitesse (Jérôme de Lespinois), on rencontre en effet aussi dans le livre une gendarmerie engagée dans de véritables opérations militaires, par exemple pendant la guerre d'Algérie (Jacques Frémeaux). D'une certaine manière, les crises du XXe siècle, amenant les gendarmes à intervenir dans des théâtres d'intervention très divers, du Liban aux hauts plateaux indochinois ou à prendre part aux plus grands drames du siècle en France même, rendent plus évidente encore la dualité ancienne entre statut, voire missions militaires et incarnation de la police la plus quotidienne au plus près des Français, ce qu'elle est d'autant plus que ses effectifs ont plus que triplé entre 1914 et 2007, où ils atteignent 107 000 environ. À ce dernier titre, on peut citer la seule contribution de l'ouvrage qui porte sur l'Ouest de la France, celle de Jean-François Tanguy sur les « Gendarmes ruraux d'Ille-et-Vilaine entre les deux guerres : entre archaïsme et modernité » (p. 287-300). À partir de l'analyse de procès-verbaux de contravention de diverses brigades du département, l'auteur restitue l'activité ordinaire des gendarmes durant ces décennies mais établit surtout leur parfaite intégration dans la société rurale de l'Ouest, à la vie de laquelle ils participent pleinement. Ils connaissent ainsi très bien les individus qu'ils verbalisent pour quelque menue contravention et ne rencontrent généralement pas de résistance. Pour l'auteur, il s'agit donc d'un moment d'équilibre, parenthèse, en quelque sorte, « entre l'époque (le XIXe siècle) où la gendarmerie était vue comme la force coercitive d'un État mal accepté et celle (après 1970) où l'irruption des mœurs urbaines dans les campagnes rendra les […] moyens employés jusqu'ici beaucoup plus inadéquats ».

Il s'agit donc d'un ouvrage de très grande qualité scientifique, à la hauteur habituelle des travaux du directeur d'ouvrage. On pourra peut-être regretter le caractère trop bref du format moyen des contributions, qui permet certes de ménager de la

place à beaucoup d'entrées, mais qui laisse parfois un sentiment de frustration : on aimerait en savoir davantage sur beaucoup de thèmes abordés. De même, on peut regretter l'absence d'un éclairage spécifique sur le rôle de la gendarmerie dans la politique antisémite de Vichy et dans la déportation des juifs vivant, ou s'étant réfugiés, sur le sol français, question évidemment essentielle, par ailleurs très présente dans la chronologie de fin d'ouvrage. Mais, on l'aura compris, cet ouvrage pionnier ne pouvait tout résoudre d'emblée et bien des recherches en archives doivent être menées avant de pouvoir en rendre compte dans une publication. Pour tous ceux qui mèneront ces recherches, *Soldats de la loi* constitue un cadre intellectuel indispensable, grâce notamment à la riche introduction de Jean-Noël Luc, mais aussi une aide pratique très utile grâce aux annexes volumineuses (150 pages environ), très soignées, par lesquelles l'ouvrage se termine, fournissant des organigrammes du corps à diverses dates (Benoît Haberbusch), des statistiques très précises données avec la présentation de la méthodologie afférente, une chronologie en 822 dates de la gendarmerie au XXe siècle et bibliographie commentée.

Pierre KARILA-COHEN

GESLIN, Claude, GOURLAY, Patrick, MONNIER, Jean-Jacques, LE COADIC, Ronan, sur une idée de Michel DENIS, *Histoire d'un siècle. Bretagne 1901-2000, l'émancipation d'un monde*, Morlaix, Skol Vreizh, 2010, 400 p., 35 €.

Curieux livre, toujours intéressant, souvent passionnant, parfois irritant et finalement déconcertant. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il est le fruit d'un projet contrarié. Les responsables de cette maison d'édition associative, dont on sait qu'elle est issue d'*Ar Falz*, l'organisation bretonne « progressiste et laïque » fondée en 1933 par Yann Sohier, expliquent en avant-propos qu'ils avaient déjà à leur catalogue « une somme irremplaçable », *Toute l'histoire de Bretagne*, vendue à « 140 000 exemplaires ». Sur le XXe siècle, les 232 pages concernant l'après 1914 dans l'édition 2003 de ce gros volume avaient « fourni les principaux faits », mais, assurent-il, « il manquait un regard d'ensemble » (p. 8). D'où l'idée de ce nouvel ouvrage, plus développé, dont la direction avait été confiée, à juste titre, à Michel Denis. L'affaire aurait pu tourner court avec la maladie, puis le décès prématuré de ce dernier en 2007. Les auteurs pressentis ont choisi de poursuivre l'aventure : ils se sont redistribué les tâches et ont essayé de conserver à l'ensemble l'unité que le maître d'œuvre avait imaginée.

Mais c'est précisément l'unité qui fait défaut. Quatre auteurs, quatre styles – cela va de soi – mais aussi quatre postures différentes, ce qui donne le sentiment d'une succession d'études juxtaposées plus que complémentaires. Claude Geslin – « Une "petite patrie" dans la grande (1900-1914) » – brosse, en 47 pages, un tableau classique résumant l'état de la Bretagne au début du XXe siècle : d'un côté la tradition, de l'autre l'innovation. Le texte de Patrick Gourlay – « La Grande Guerre et son empreinte en Bretagne (1914-1919) » – occupe à lui seul 60 pages qui reflètent bien, notamment par l'insistance sur la dimension culturelle, le renouvellement de l'historiographie de 14-18, appliqué ici au cadre breton, pour conclure, sans surprise, que le conflit a favorisé l'intégration de la province dans la nation française. Suivent quatre chapitres écrits par Jean-Jacques Monnier : « 1919-1939 : un éveil qui reprend, malgré tout » (36 pages) ; « L'Occupation : des choix individuels qui annoncent les choix collectifs (1940-1944) » (42 pages, qui mènent en fait, contrairement à la périodisation affichée, jusqu'à la fin des années quarante, la reconstruction étant abordée dans la dernière partie du chapitre) ; « Un immense mouvement de rattrapage (1950-